

VENDREDI 10 OCTOBRE 2014

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = Le prochain chaos sera apocalyptique, ou ne sera pas... p.1
- = Un cycle infini (et dangereux) de dette et de bulles du crédit p.10
- = Pourquoi une telle dépression, cher pétrole ? p.11
- = Pétrole, une chute sans fin? p.14
- = Risques mondiaux : l'indifférence toute rationnelle des marchés p.15
- = « Le lavage de cerveau des masses conseillé... ! » p.18
- = Les DTS, nouvelle devise de réserve mondiale ? p.25
- = Le marché, notre sauveur? p.28
- = 'Le marché allemand de l'énergie est un désastre' p.30
- = Morgan Stanley prédit la mort de l'industrie automobile telle que nous la connaissons aujourd'hui p.32
- = Le FMI veut que les contribuables garantissent les prêts octroyés aux entreprises p.33
- = Les grandes banques du monde face à un nouveau round de sanctions p.36
- = Huile de schiste : et si les Etats-Unis rejoignaient l'OPEP ? p.38
- = La voiture électrique pas si écologique p.39



Le prochain chaos sera apocalyptique, ou ne sera pas...

Publié par Pierre Templar <http://survivreauchaos.blogspot.fr>

Tous les facteurs semblent réunis dans nos sociétés occidentales pour que le chaos à venir revête une forme plus apocalyptique qu'à toute autre période de l'humanité.

Les bouleversements qui ont métamorphosé notre vie quotidienne en l'espace de quelques décennies n'ont pas seulement affecté ce que nous voyons autour de nous, ils ont aussi transformé profondément ce que nous ressentons.

Et ce qu'ils augurent n'est rien d'autre qu'un désastre total en cas de chaos...

Outre les raisons matérielles liées à la sophistication des techniques de destruction et de communication, les raisons politiques et géopolitiques dues à l'intrication des relations internationales, il en existe de plus intimistes que l'on pourrait qualifier de sociétales et psychologiques. Elles sont l'apanage de l'homme moderne, ou plutôt, la triste résultante des conditions de vie qu'il s'est aménagées.

Les causes sociétales

- **Le mélange de cultures incompatibles**

Il n'est pas besoin de remonter à Babel pour réaliser que les hommes naissent différents et que les peuples qu'ils constituent n'ont pas vocation à cohabiter. Bien entendu j'aimerais, comme chacun d'entre nous sans doute, que cela soit autrement et qu'une réelle fraternité puisse exister par-delà les frontières. Malheureusement, j'attends encore que quelqu'un m'en apporte la preuve.

J'attends toujours, et ce depuis toujours, qu'on me donne un exemple, ne serait-ce qu'un seul, de cohabitation réussie. Par cohabitation, j'entends par là un heureux et réel mélange des cultures, non pas une simple coexistence plus ou moins pacifique d'ethnies différentes sur une même portion de territoire.

En fait, vous pourrez chercher longtemps, vous n'en trouverez pas. Il n'existe aucun précédent de cohabitation réussie de par le monde. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à voir ce que donnent les USA, la Grande Bretagne ou l'Afrique du sud dans ce domaine, ou mieux encore (?), le Liban. Tous ces pays, et bien d'autres encore, démontrent un fait évident : **le multiculturalisme, c'est la guerre**. Ceux qui prônent l'égalité et la réconciliation feraient mieux d'aller voir comment sont traités les chrétiens en terre islamique...



C'est pourtant cette cohabitation que l'on nous a imposée. Comment s'en

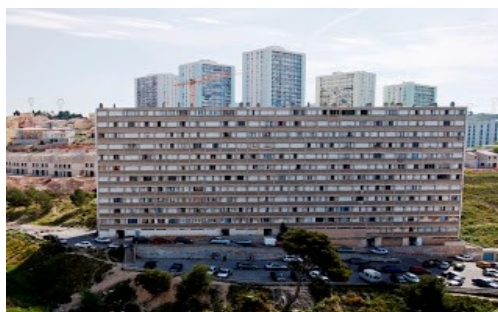
sortir ? Il est trop tard pour une solution pacifique : ils sont beaucoup trop nombreux. Des millions de primates qui ne veulent pas s'intégrer, et ne le pourraient pas même s'ils le voulaient, comment croyez-vous que cela se termine ?

Bien sûr on les vaincra, comme on l'a fait par le passé, fussent-ils deux fois plus nombreux qu'aujourd'hui. Là n'est pas le problème ; on leur a toujours mis la pâtée, quels que soient l'époque et le lieu, et on leur mettra une fois de plus. Ce qui est à déplorer, même si le combat est gagné d'avance, c'est l'énorme quantité de vies qui vont être gâchées, inutilement sacrifiées par nos traîtres de gouvernants enlogés.

Nous ne sommes pas dupes et voyons bien que les oligarques au pouvoir cherchent à provoquer un **choc de civilisations**. À ce titre, ils ont parfaitement réussi, car la décomposition du tissu social est beaucoup trop avancée pour qu'un tel désastre puisse être évité. Cependant, ces mêmes oligarques devraient se méfier, car il se pourrait bien qu'ils y laissent eux-aussi quelques plumes au passage. En tout cas, nous y veillerons.

- **L'hyper-concentration des populations**

Quel que soit le type de cataclysme, humain ou naturel, qui puisse s'abattre sur un pays, il est évident que sa force d'impact sera d'autant plus limitée que la population peu nombreuse et dispersée. Or c'est exactement l'inverse qui caractérise nos sociétés modernes, puisqu'elles regroupent une quantité phénoménale de personnes sur des périmètres extrêmement restreints.



Dès lors, la moindre perturbation sérieuse peut entraîner des réactions

immédiates allant bien au-delà de la gravité du phénomène à l'origine. Par exemple, une panne électrique prolongée, voire une rupture d'approvisionnement en carburant, qui n'auraient eu qu'un impact très relatif sur la société de nos grands-parents, deviendraient de nos jours de véritables catastrophes nationales.

Pourtant, c'est le minimum auquel il faille s'attendre en cas d'effondrement du système...

À partir de là, il est tout bonnement effrayant, mais aussi très simple, d'imaginer ce qui pourrait se passer : rupture de la chaîne d'approvisionnement en nourriture + rupture de la distribution en eau + absence de stocks de subsistance = vols, attaques, prédatons en tous genres, crimes, assassinats, viols, etc. On en revient toujours aux fondamentaux : manger, boire, s'abriter... Et par la même occasion, au niveau le plus primitif de notre civilisation.

En moins de quinze jours après une rupture sérieuse d'approvisionnement en denrées de première nécessité, la totalité des villes du pays seraient à feu et à sang, les campagnes submergées, les routes impraticables. Il ne resterait probablement aucune zone de repli, et les hordes sauvages s'emploieraient à faire régner la terreur.

Les rares personnes avec lesquelles j'évoque encore l'avenir me répondent que même pendant la dernière guerre, les services publics ont continué et les gens ont toujours eu de quoi manger. Certes. Ils oublient cependant qu'à cette époque le pays comptait **six millions de paysans** pour une population de 40 millions d'individus. Aujourd'hui, ils sont 400 000, et nous sommes 65 millions ! Sans compter que le gros de la production est assurée par des moyens mécaniques, qui vont aussi s'arrêter le jour où le carburant viendra à manquer...

Vous parlez d'avoir une BAD !

- **La perte des savoir-faire**

À l'époque d'avant-guerre, les gens étaient beaucoup plus résilients qu'ils ne

le sont aujourd'hui. Ayant eu une enfance rurale, voire paysanne, ou des parents issus de ce milieu, tout le monde savait à peu près tout faire parce qu'il l'avait déjà fait par le passé, ou qu'il l'avait vu faire par quelqu'un de l'entourage. Les hommes savaient quand il fallait planter une pomme de terre et comment chasser le lapin, et les femmes savaient tout le reste...

Aujourd'hui, pratiquement tout le monde ne sait plus rien. On ignore les savoir-faire indispensables à la survie, voire à la vie tout court, et l'on mourrait d'inanition s'il n'y avait pas les supermarchés pour fournir le nécessaire et le reste, à tout moment, sans aucun effort pour cela.



On ne sait plus quand planter ni quand récolter, comment dépecer un animal, se soigner, faire un feu, une couture, une soudure, un enfant - ou du moins l'élever comme il se doit - et bien d'autres choses encore. On ne sait plus rien de ce qui constitue la base même de la vie, et l'on s'en fout du moment que c'est le progrès et que l'on a un écran plat dans le salon.

À côté de cela, on n'est de plus en plus malade mais on supporte de moins en moins la douleur. La perte du savoir-souffrir, engendrée par les décennies glorieuses de décadence et d'assistantat érigé en principe, a fait oublier que la vie avait un prix et que ce prix incluait aussi la peine et la souffrance.

Comment vont réagir les populations en cas de privations sévères ? Vont-elles serrer les dents et lutter comme par le passé, ou " péter les plombs " dans un franc délire apocalyptique ?

Et c'est dans des volutes toujours plus roses de Soupline et d'oubli que le citoyen s'enfonce jour après jour, entraînant avec lui le bateau France qui n'en finit plus de sombrer. Mais le fond est bientôt là. Espérons seulement qu'il arrive vite afin que nous ayons un peu d'élan pour rebondir...

Les causes psychologiques

- **La virtualisation de la violence**

La violence est inhérente à l'homme et il est tout à fait vain de penser le contraire. Si tel n'était pas le cas, les différentes religions seraient déjà parvenues à l'éradiquer, chose qu'elles n'ont évidemment pas réussi à faire et ne feront jamais. Les athées à vue courte qui la mettent sur le compte de ces dernières se trompent tout autant que les pacifistes qui ferment les yeux pour ne pas la voir. Tous oublient qu'elle est depuis l'aube des temps l'un des fondements de la psyché humaine et la manifestation de l'instinct de survie.

Le problème de nos sociétés moralisatrices et hyper-oppressives est d'avoir voulu à leur tour la supprimer. Ce faisant, elles ont créé un monstre encore plus sanguinaire : la **violence virtuelle**.



Aujourd'hui, on ne se bat plus avec ses poings, mais par écran interposé. Le résultat est que l'on a oublié une chose toute simple : qu'un coup de poing fait terriblement mal et qu'il suffit parfois d'un seul pour briser une mâchoire ou tuer un homme.

Tout a été fait pour que nous oublions ce qu'est la douleur, dans tous les aspects de notre vie, à grand renfort d'assurance et d'assistanat. On ne

supporte plus d'avoir un tant soit peu mal à la tête, mais on jouit de faire le mal et de massacrer des bataillons entiers d'un seul clic de souris.

Plus c'est violent, sanguinaire et hideux, et plus ça rapporte. On se régale du sang et de la mort. Et n'allez pas croire que ce soit seulement du cinéma. C'est entré à l'intérieur, et il suffira d'une étincelle pour que tout soit restitué au centuple. Lorsque les lumières vont s'éteindre et que le gendarme aura disparu, ce ne seront pas des chevaliers au code d'honneur que nous aurons en face, mais des hordes sans foi ni loi nourries aux Manhunt et Dragon ball.

- **L'accumulation des frustrations**

Cette violence psychologique que la société fait subir à ses concitoyens et qu'elle interdit de manifester autrement qu'à travers des ersatz virtuels, se traduit par un ensemble de **frustrations** qu'il est devenu difficile de contenir, même aux plus optimistes de nature.

Chacune des situations auxquelles nous confronte la vie courante vient enfoncer le clou un peu plus.

La frustration de se sentir en terre étrangère lorsque l'on va au bureau de poste ; celle d'entendre nos femmes se faire siffler par des macaques lorsqu'elles marchent dans la rue ;

La frustration d'avoir à demander une autorisation administrative toutes les fois que l'on veut aller pisser, tandis que les escrocs au pouvoir traficotent aux vues de tous et en toute liberté au mépris des règles qu'ils imposent à leurs administrés ;

La frustration de voir dilapider le fruit de notre labeur via les impôts et taxes dans des organisations de mètèques, et de voir autant de leurs représentants chez ceux qui nous gouvernent ; celle d'avoir à travailler dur pour gagner une misère, sans aide d'aucune sorte, tandis que des millions d'allogènes reçoivent autant sinon plus à ne rien faire... Etc. La liste serait interminable.



Un abysse de frustrations en tout genre, que rien d'autre à part la violence ne saura combler, parce qu'il est bien trop profond à présent.

Un monceau de frustrations que les gens de nos générations ruminent depuis leur plus jeune âge, et que les salopards aux commandes exacerbent soigneusement jour après jour.

Croyez-vous qu'il soit possible de faire le deuil *ad vitam aeternam* du génie qui a fait la France, et ce, même si la plupart de ses représentants sont aujourd'hui lobotomisés ?

Personnellement, je ne le pense pas. Il faudra bien que toutes ces frustrations accumulées trouvent un jour ou l'autre une échappatoire à leur mesure, et ce n'est pas dans des mots ou des embrassades qu'elles pourront s'épancher.

- **L'absence de repères**

Des psychologues renommés tel que Jean Piaget (" Apparition de la notion de norme chez l'enfant ") ont passé leur vie à démontrer que la notion de **règle** est une partie intégrante et inaliénable du psychisme humain, et ce, avant même qu'elle ne soit inculquée par une quelconque autorité.

N'en déplaise aux anarchistes, qui décidément ne comprendront jamais rien, la **règle** et la **croiance** sont les deux piliers constitutifs de la personnalité sans lesquels elle ne peut s'épanouir. On a bien vu ce qu'ont donné les communautés hippies des années soixante-dix. Chacun est retourné dans les rangs, après avoir finalement compris que les joints et la farniente prolongée

ne menaient à rien.

Ce qui a fait dire à certains essayistes politiques que la dictature est toujours préférable à l'anarchie...

Toujours est-il que le même problème se pose aujourd'hui, chemises à fleurs en moins, satanisme en plus. Car il s'agit autant de bannir la règle, de préférence lorsque celle-ci découle d'un ordre naturel qualifié par d'autres de divin, que de l'inverser au point d'en faire une nouvelle norme sensée être dotée de la même naturalité.

Car les bouffons au tablier qui régissent le monde ne sont pas bêtes et savent parfaitement qu'une fois le vide créé dans les esprits (les médias et la télé-réalité sont là pour ça), il faut y insuffler de nouvelles données (règles + croyances), la nature ayant par définition une sainte horreur du vide.

C'est ainsi que l'on arrive peu à peu, à force de viols de conscience au nom de la sacro-sainte liberté, à trouver " normal " que les hommes s'enfilent et se marient entre eux, que les femmes tuent les enfants dans leur ventre, et que les victimes payent à la place des assassins. Et le plus incroyable de tout, c'est que prétendre le contraire vous fait aujourd'hui passer pour un pervers !

Il est évident que Dieu, s'Il existe, ne va pas tolérer cela très longtemps et l'on peut s'attendre à ce que sa colère soit à la mesure de notre perversité. Si le châtiment ne devait venir de Lui, soyez certain que la nature s'en chargera, comme elle l'a fait avec les dinosaures et autres espèces devenues obsolètes.

Choc des cultures, déchaînement des moyens de destruction, des rancœurs, des frustrations et des instincts... Autant de raisons de craindre le pire, probablement amplifié par la juste colère de Dieu.

Puisse-t-Il venir en aide aux cœurs purs à ce moment-là.

Un cycle infini (et dangereux) de dette et de bulles du crédit

10 oct 2014 | [Bill Bonner](#) | La Chronique Agora

▪ Alors, qu'est-ce que vous pensez du Dow ? Il a chuté... avant de reprendre quasiment tout le terrain perdu.

Comme nous l'avions prévu, les investisseurs commencent à se tortiller. Pourquoi ? La Fed se retire du marché. L'argent facile se fait rare.

"Nous sommes pris au piège dans un cycle de booms du crédit", écrit Martin Wolf dans le *Financial Times*.

Wolf se trompe sur la plupart des choses — mais pas sur ça. "Dans l'ensemble", écrit-il, "il n'y a pas eu de désendettement agrégé depuis 2008".

Il ne mentionne pas son propre rôle dans cet échec. Lorsque le monde financier a fait un tête-à-queue en 2008, causé par trop de dette, il s'est joint à la panique — poussant les autorités à agir ! En tant que lecteur de longue date du *Financial Times*, nous nous rappelons comment Wolf a hurlé contre "l'austérité" sous toutes ses formes. Sa solution à la crise de la dette ? Des renflouages ! Des relances ! Des déficits ! En bref... plus de dette !

Depuis, seul les ménages et le secteur financier américains se sont désendettés — légèrement. Les entreprises et le gouvernement, en revanche, ont augmenté leurs dettes. Dans l'ensemble, le monde est bien plus endetté qu'il y a six ans — pour plus de 100 000 milliards de dollars.

Wolf a enfin réalisé où mènent ses propres suggestions malavisées : à "une combinaison empoisonnée de dette toujours plus élevée et de croissance de plus en plus lente".

Tel est le monde où nous vivons. Merci beaucoup, Martin.

L'avenir est un tableau blanc pour tout le monde. Il nous atteint tous — mais différemment, selon notre degré d'exposition. Que pouvons-nous faire, à part essayer de nous protéger... et plisser les yeux, tentant de voir ce qui se cache derrière le miroir, obscurément.

"Ces booms du crédit ne sont pas venus de nulle part", écrit Wolf. "Ils sont l'issue des politiques adoptées pour soutenir la demande alors que les

précédentes bulles s'effondraient"...

▪ Pourquoi soutenir une demande insoutenable ?

Pourquoi ne pas laisser simplement la bulle éclater ? Sous serment, dans une salle d'audience new-yorkaise, deux anciens secrétaires au Trésor US nous ont dit pourquoi. Ne pas renflouer AIG aurait été "catastrophique", a déclaré Henry Paulson lundi. Un effondrement d'AIG aurait engendré "une panique générale", a témoigné Timothy Geithner mardi.

Au moins, ils étaient du même avis.

Mais il n'est pas difficile de relier les points... Lorsqu'une bulle du crédit éclate, ça cause crainte et panique. Les autorités agissent pour empêcher ça. Que peuvent-elles faire ? "Tout ce qu'il faut", répondent-elles. Que faut-il pour empêcher une bulle de crédit de se dégonfler ? Plus d'argent ! Plus de crédit ! Plus de dette !

"Nous devons échapper à ce cycle menaçant et apparemment implacable", conclut Wolf.

Dans le même temps, "le FMI avertit d'une troisième récession dans l'Eurozone depuis la crise financière", titre un autre article du *Financial Times*.

Le FMI a également abaissé ses prévisions pour la croissance du PIB mondial à 3,3%.

Des dettes élevées. Une croissance lente. Et une nouvelle crise qui se profile. Pas étonnant que les investisseurs soient nerveux.

[Pourquoi une telle dépression, cher pétrole ?](#)

10 octobre 2014 | [Cécile Chevré](#) | [La Quotidienne d'Agora](#)



Est-ce si symbolique que cela ? Pour la première fois depuis avril 2013, le

WTI, le pétrole américain, est repassé sous la barre des 90 \$. Alors oui, vous avez raison, que le baril cote 90,1 \$ ou 89,9 \$, cela ne fait pas une grande différence pour les investisseurs ou pour les consommateurs que nous sommes ; il n'empêche que le symbole est là, et qu'il est fort.

Commençons par la base, le b.a.-ba : pourquoi l'or noir est-il en chute libre.

Une remarque préliminaire : alors que les terrains de combat ne manquent pas dans les régions productrices de pétrole (tous les regards se tournent vers l'Irak, la Syrie ou la Lybie), le cours du brut continue de baisser. Cela confirme ce que je répète régulièrement à mes lecteurs de [Croissance & Opportunités](#) : les événements géopolitiques n'ont plus qu'une influence marginale sur les cours du baril.

Mais revenons à nos moutons (noirs), à savoir les raisons de la chute du cours de l'or (noir).

Un monde en crise de croissance

Il y a d'abord la crise mondiale (encore elle) qui fait régulièrement revoir à la baisse la demande mondiale. Celle-ci continue bien sûr d'augmenter, mais moins vite.

Les derniers chiffres livrés mi-septembre par l'Agence internationale de l'Energie (AIE) confirment une nouvelle fois cette tendance. Selon l'AIE, la demande atteindra 92,6 millions barils par jour "uniquement" cette année, contre 92,7 millions selon sa précédente estimation.

Même révision à la baisse pour 2015, avec une estimation de consommation passant de 94 millions à 93,8.

En toile de fond : les conditions économiques, et tout particulièrement dans les pays émergents – cela fait longtemps que les pays occidentaux ont renoncé à faire et défaire la demande mondiale de pétrole.

Il ne vous a pas échappé que les derniers chiffres en provenance de Chine étaient légèrement inquiétants. La baisse de la production industrielle a un coût économique mais aussi des répercussions directes sur la consommation chinoise de pétrole.

Les autres émergents ne sont pas en reste, le Brésil a ainsi fortement réduit sa consommation et ses importations.

Boom de production

Demande moins forte que prévue donc mais aussi production en hausse !
L'un dans l'autre, vous comprenez aisément pourquoi les cours reculent.

La hausse de la production est en grande partie imputable aux deux grands ennemis du XXe s. (et peut-être du XXIe s.?) : les Etats-Unis et la Russie.

Les Etats-Unis se sont lancés tête baissée dans l'exploitation de leurs réserves de pétrole de schiste, faisant exploser leur production nationale. En août dernier, les Etats-Unis ont ainsi produits 8,6 millions de barils par jour. Cela n'avait plus été vu depuis que la Dallas scotchait des millions de familles américaines devant leur poste, à savoir depuis juillet 1986.

L'EIA, l'Energy Information Administration, l'administration américaine de l'Energie, prévoit que la production américaine de brut atteindra les 9,5 millions de barils/jour l'année prochaine.

Les Etats-Unis devraient donc être en position de concurrencer les principaux producteurs de la planète que sont l'Arabie saoudite (9,7 millions de barils/jour) et, à un peu plus long terme, la Russie (10,1 millions de barils).

A plus long terme, les vannes de cette manne devraient cependant se réduire, puisque, comme je vous le répète régulièrement, l'AIE (et pas l'EIA, ne nous mélangeons pas les pinceaux) prévoit que les Etats-Unis verront leur production de brut baisser dès 2020. L'EIA prévoit quant à elle que le pic de production américain sera atteint dès 2016. La bataille des chiffres ne fait que commencer...

La Russie, maillon fort ou faible ?

La Russie reste aujourd'hui encore le premier producteur de pétrole de la planète et affiche depuis des mois une production en progression.

Cependant, les sanctions économiques commencent à peser sur son secteur pétrolier. Plusieurs pétroliers occidentaux ont ralenti voire même arrêté leurs activités dans le pays. Les sanctions visent tout particulièrement la collaboration entre les groupes occidentaux et russes dans les domaines des forages en eaux très profondes ou encore la technologie de fracturation hydraulique.

Or, devant le déclin de ses réserves facilement exploitables, la Russie mise de plus en plus sur les gisements techniquement plus difficiles d'accès pour maintenir son niveau production – gisements dans lesquels la collaboration avec les groupes européens et américains s'avère indispensable.

La production russe de pétrole pourrait donc flancher dans les mois qui viennent sauf que... les groupes occidentaux ne sont pas prêts à perdre de vue le marché russe et son énorme potentiel.

Puisque les sanctions les plus sérieuses pèsent sur les transactions en dollar, les prochains accords pourraient se faire dans une autre monnaie. Une manière comme une autre de contourner les sanctions.

Quant à l'OPEP, en septembre dernier, elle a annoncé un niveau de production qui n'avait plus été atteint depuis 2012, à 30,96 millions de barils/jour, et ce en grande partie grâce à la reprise de la production en Libye.

Pic de production dans les années qui viennent ou pas, nous n'y sommes pas et, entretemps, le cours du baril a tout loisir de s'effondrer encore un peu plus.

Jusqu'où ? C'est ce que nous verrons dès lundi.

[Pétrole, une chute sans fin?](#)

Soumis par denissto le ven, 10/10/2014

En fait il existe divers facteurs mais encore plus de mensonges sur ce sujet, le premier de tous, c'est celui du pétrole cher!



<http://www.youtube.com/watch?v=CUTVFlq1F2g>

Un autre mensonge inventé par les pétrolier est celui du peak oil (pic pétrolier) qui ne cesse de reculer.....Mais le plus important de tous, c'est l'émergence de la Russie dans la production mondiale et dont les occidentaux et amis de l'Amérique ne veulent pas entendre parler!

Les États-Unis ont décidé d'imposer le pétrole de schiste!

Les États-Unis ont produit, en août, 8,6 millions de barils par jour. Du jamais vu depuis juillet 1986.

L'Administration américaine d'information sur l'énergie (EIA) prévoit

d'atteindre 9,5 millions de baril en 2015. Un record depuis le « peak oil » de 1970, année à partir de laquelle la production avait commencé à reculer. Le taux de dépendance américain au pétrole importé est tombé de 60 % en 2005 à 30 % aujourd'hui. Mais à quel prix? dans quels buts?

que ce soit au niveau environnemental ou d'une production pérenne c'est un échec total, à quoi jouent donc les US?

<http://www.atlantico.fr/decryptage/revolution-petrole-schiste-est-elle-d...>

La Russie parle de pétrole quasi illimité, mais personne ne veut l'entendre!

Une théorie russe datant de cinquante ans sur l'origine abiotique et non fossile du pétrole et du gaz remet en cause le Dogme pétrolier. Les théories étasuniennes sur l'origine des ressources naturelles seraient d'une totale absurdité sans aucune preuve scientifique et demeurent à ce jour encore improuvables.

Ces expertises si elles étaient avérées et connues bouleverseraient le monde, l'économie mondiale, la haute finance et changeraient les rapports de domination dans le futur.

<http://www.diatala.org/article-12938617.html>

Finalement, une bonne guerre contre les Russes arrangerait peut être les cartels du pétrole américain?

Dormez braves gens.

Risques mondiaux : l'indifférence toute rationnelle des marchés

Nouriel Roubini / président de Roubini Global Economics | Le 09/10 à 06:00

On a pris l'habitude de souligner le paradoxe entre la montée des risques géopolitiques et l'optimisme actuel des marchés. C'est que pour l'instant, rien dans les conflits en cours n'est venu déstabiliser l'économie réelle.

de Nouriel Roubini

Les [marchés financiers](#) mondiaux illustrent cette année un paradoxe de plus en plus manifeste. Bien que les facteurs de risques géopolitiques (le conflit entre la Russie et l'Ukraine, la montée de l'Etat islamique et les troubles au Moyen-Orient, les conflits territoriaux entre la Chine et ses voisins et

maintenant les manifestations de masse à Hong Kong et le risque de leur répression) soient de plus en plus nombreux, les marchés connaissent une activité soutenue, presque au bord de l'ébullition.

Le prix du pétrole ne monte plus, il chute. Les Bourses mondiales atteignent de nouveaux sommets. L'écart de crédit (« credit spread ») est faible, tandis que le rendement des obligations à long terme a chuté dans la plupart des pays avancés. Certes, les marchés financiers des pays en difficulté (par exemple la devise de la Russie, sa Bourse et son [marché obligataire](#)) sont affectés par le contexte international. Mais, contrairement à ce qui se passe généralement, les tensions géopolitiques n'ont pas fait tache d'huile sur l'ensemble des marchés financiers.

Pourquoi cette indifférence ? Les investisseurs sont-ils trop optimistes ou leur apparente indifférence est-elle justifiée par le fait que - au moins jusqu'à présent - les répercussions économiques et financières des tensions géopolitiques actuelles sont modestes. L'impassibilité des marchés financiers est due à plusieurs facteurs : - Les banques centrales des pays avancés (ceux de la zone euro, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et le Japon) maintiennent les taux directeurs presque nuls et des [taux d'intérêt](#) à long terme bas. Cela dope les prix des autres actifs à risques tels que les actions et les prêts. - Les marchés estiment que le conflit Russie-Ukraine ne dégénérera pas en une guerre de grande ampleur. Par ailleurs, l'escalade des sanctions de part et d'autre entre l'Occident et la Russie n'a guère eu de répercussions sur l'économie et les finances, que ce soit au sein de l'UE ou aux Etats-Unis. Et, facteur majeur, la Russie n'a pas fermé le robinet du gaz naturel en direction des pays de l'UE, ce qui déclencherait une crise, étant donné la dépendance au gaz de nombre d'entre eux. - Le chaos au Moyen-Orient n'a pas provoqué un choc pétrolier, contrairement à ce qui s'est passé en 1973, 1979 et 1990. Bien au contraire, les marchés pétroliers connaissent un excédent de capacité. L'Irak est en proie à des désordres, mais 90 % de son pétrole vient du Sud du pays, près de Bassorah, qui est presque entièrement sous contrôle chiite, et du nord sous contrôle kurde. Seulement 10 % de sa production vient de la région de Mossoul, qui est maintenant sous le contrôle de l'Etat islamique. - Un conflit au Moyen-Orient est susceptible de provoquer une flambée des prix du pétrole - une guerre entre Israël et l'Iran. Or, pour l'instant, du fait des négociations internationales en cours sur le programme nucléaire iranien, c'est un risque contenu.

On peut donc expliquer rationnellement le peu de réactions des marchés mondiaux face aux risques géopolitiques actuels. Qu'est-ce qui pourrait les amener à réagir ? On peut envisager plusieurs scénarios : - Les désordres au Moyen-Orient pourraient affecter les marchés mondiaux si l'Europe ou les Etats-Unis étaient frappés par une action terroriste - ce qui ne peut être exclu du fait des centaines de djihadistes de l'Etat islamique qui seraient porteurs de passeports européens ou américains. - Les marchés pourraient aussi réévaluer le risque d'escalade ou de contagion de conflits, comme celui entre la Russie et l'Ukraine ou la guerre civile en Syrie. La politique étrangère du président Poutine pourrait devenir plus agressive s'il était contesté sur le plan intérieur pendant que la Jordanie, le Liban et la Turquie sont déstabilisés par le chaos qui se prolonge en Syrie. - Les tensions géopolitiques et politiques pourraient plus facilement se propager aux marchés mondiaux si intervenait un facteur systémique touchant l'économie mondiale. Par exemple, la secousse qui a ébranlé cette année les marchés émergents (et qui a touché brièvement les pays avancés) est survenue lors de la conjonction de turbulences politiques en Turquie, en Thaïlande et en Argentine et du fléchissement de la croissance chinoise. Avec son importance systémique, la Chine a été l'allumette qui a mis le feu à la poudrière constituée par les incertitudes régionales et locales.

Aujourd'hui ou très prochainement, la situation à Hong Kong, combinée à un affaiblissement supplémentaire de l'économie chinoise, pourrait engendrer la panique sur les marchés financiers. Autre scénario, la Réserve fédérale américaine pourrait déclencher une contagion financière en mettant fin plus rapidement et plus tôt qu'attendu à sa politique de taux d'intérêt zéro. Ou encore la zone euro pourrait retomber dans la récession. L'interaction de n'importe lequel de ces facteurs globaux avec des tensions régionales ou locales pourrait constituer un mélange dangereux.

Il y a un siècle, les marchés financiers ne s'attendaient pas à un conflit de grande ampleur, ignorant jusqu'au dernier moment les facteurs de risque qui ont conduit à la Première Guerre mondiale. Ils ne prenaient pas suffisamment en compte les risques extrêmes - les événements à faible probabilité, mais très lourds de conséquences. C'est toujours le cas !

Nouriel Roubini, est président de Roubini Global Economics et professeur d'économie à la Stern School of Business de l'université de New York.

Nouriel Roubini

Cet article est publié en collaboration avec Project Syndicate, 2014

« Le lavage de cerveau des masses conseillé... ! »

Charles Sannat 10 octobre 2014



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Il est évidemment fortement déconseillé de vouloir aborder publiquement le lavage de cerveau quotidien auquel sont soumis les masses laborieuses lobotomisées par des écrans de plus en plus plats et de plus en plus invasifs dans la vie quotidienne.

Je fais partie de ces derniers des mohicans qui pensent que l'homme ne doit pas être réduit à sa dimension de consommateur. L'homme c'est bien plus et bien autre chose que cela mais cet homme-là, disons-le, s'efface progressivement en raison d'une véritable entreprise institutionnalisée de lavage de cerveau général.

Oui le marketing dont la publicité n'est que l'un des outils vise à fabriquer des masses de crétins à qui l'on peut suggérer des besoins inutiles. D'ailleurs, beaucoup l'ont oublié mais le marketing moderne est l'héritier direct des méthodes de propagande hautement efficaces développées par le 3e Reich.

Si avec la publicité ou la télé-réalité on peut visualiser l'aspect commercial de ce lavage de cerveau, c'est un peu plus compliqué pour l'aspect politique car force est de constater que ces dernières décennies nous avons abandonné en tant que population (au sens large dans les démocraties occidentales) notre pouvoir politique, notre rôle de citoyen, et tout cela a été rendu possible par des outils très performants que Noam Chomsky a regroupé sous le vocable « fabrication du consentement ». On fabrique volontairement, consciemment votre accord et votre consentement et ce faisant, évidemment, on viole votre cerveau, on viole littéralement votre capacité à penser par vous-même en utilisant des moyens destinés à étouffer toute réflexion propre et autonome.

Pour toutes celles et ceux qui n'auraient jamais entendu le terme « fabrication

du consentement », je vous conseille une recherche rapide sur Google, cela vous ouvrira un horizon insoupçonné de compréhension.

Un scénariste de « Call of Duty » recommande le « lavage de cerveau » à l'armée américaine

Les liens malsains entre la télé, l'industrie du cinéma US ou encore l'industrie du jeu sont parfaitement réels et fort bien documentés bien que lorsque vous abordez ce sujet, l'insulte tétanisante pour tout débat de « complotiste » n'est jamais très loin, mais peu importe.

Parfois on a l'occasion de tomber sur une preuve directe et c'est le cas ces derniers jours puisque les dirigeants américains et en particulier l'armée sont en train de s'entourer de tout un tas d'experts issus du monde du jeu vidéo avec en ligne de mire le fait de créer notamment (mais ce n'est pas le seul but recherché) votre « habitude » à de nouvelles technologies pas forcément sympathiques de prime abord mais qu'il va falloir vous faire aimer. Oui mes chers amis, il va falloir vous faire aimer :

1/ Les robots Titans qui feront du maintien de l'ordre (et vous casseront consciencieusement la gueule sans que rien ni personne ne puisse les arrêter en cas de problème) .

2/ Les drones, c'est bien les drones, c'est évidemment pour votre sécurité, comme les caméras, et puis de vous à moi nous, les gentils, « on n'a rien à cacher heiiiiin ».

Plus beaucoup d'autres joyeusetés très démocratiques et qui vont parfaitement respecter les « libertés publiques ».

C'est un article du *Monde*, n'étant pas à proprement parler un journal « complotiste », qui parle assez rapidement de la situation et de ces nouveaux consultants embauchés à prix d'or par le gouvernement américain et en particulier par les forces armées.

« L'expression risque de faire grincer des dents. Dave Anthony, coproducteur de la série et scénariste de Call of Duty, deux des jeux de guerre les plus vendus de l'histoire, a suggéré mercredi dernier lors d'un forum de réflexion sur l'évolution de l'armée américaine de s'appuyer sur les méthodes de marketing employées dans l'industrie du jeu vidéo pour faire passer des mesures sécuritaires anxiogènes auprès du grand public, rapporte *Business Week*. »

« Quand dans un jeu vidéo nous avons des doutes sur les réactions que le public va avoir face à certains éléments, en tant que société, que faisons-nous ? Du marketing, autant que nous le pouvons — si bien que, que les gens aiment ou non, nous leur lavons le cerveau jusqu'à nous assurer qu'ils aiment ces éléments avant même la sortie du jeu. »

« Dave Anthony, qui travaillait jusqu'à cette année pour Treyarch, l'un des trois studios chargés du développement des jeux de la série, a rejoint au mois de septembre l'Atlantic Council, un laboratoire d'idées américain sis à Washington, avec la mission d'aider les pouvoirs publics à anticiper l'évolution des conflits armés dans l'avenir. »

« À l'occasion de ce forum, l'ex-scénariste des Call of Duty Black Ops a notamment évoqué une « menace, une invasion qui vient de l'intérieur », en référence au terrorisme, et suggéré l'idée d'un « service de sécurité scolaire », constitué « de soldats de l'US Army en uniforme, et dont le métier et une part des responsabilités sont de protéger les écoles ». Tout en anticipant l'impopularité d'un tel dispositif — et la nécessité d'un « lavage de cerveau ».

... Eh oui, le terrorisme, aussi odieux et horrible soit-il (je précise pour la police de la pensée que je ne fais pas l'apologie du terrorisme puisque c'est passible de la loi désormais mais qu'au-delà je trouve cela abjecte) et sa peur servent en réalité à passer des lois liberticides.

Si nous prenons le cas des USA, combien d'écoles ont-elles été attaquées par de méchants terroristes ? Pas beaucoup, pour ne pas dire aucune. En revanche, les attaques d'écoles réalisées par les élèves eux-mêmes qui se procurent des fusils d'assaut au supermarché du coin où ils sont en vente libre ne se comptent même plus.

La grande idée géniale des Ricains est donc de mettre des soldats de l'US Army en arme dans les écoles... Surtout pas de contrôler la vente des armes et la possession d'armes à feu...

Ha mais quelque chose a dû nous échapper. Arrêt sur image, reprenons la phrase exacte : « Des soldats de l'US Army en uniforme, et dont le métier et une part des responsabilités sont de protéger les écoles... » Ha, c'est ça, une part des responsabilités sont de protéger les écoles... Et l'autre part ? J'aimerais bien avoir des précisions.

La liberté est synonyme de risque... comme la vie.

Il y a une grande idée à comprendre et en disant cela, je ne plaide pas pour laisser faire quelque forme d'anarchie que ce soit, mais la liberté s'accompagne forcément de risques et de transgresseurs de liberté.

En clair, si nous sommes tous libres (en théorie) c'est que nous acceptons certaines dérives et que d'ailleurs nous en commettons tous ou presque. Que celui qui n'a jamais perdu un point sur son permis lève la main, je lui jeterai le premier papier rose venu. Mais la liberté c'est cela, c'est cette zone de flou entre ce que l'on a envie de tolérer et ce qui est inacceptable. Nous souhaiterions tous pouvoir tolérer quelques km/h de plus alors nous nous arrogeons parfois ce droit, nous prenons cette liberté et nous ne risquons pas grand-chose à part un point et une amende. Lorsqu'une famille est tuée par un chauffard totalement saoul, nous trouvons en général que c'est inacceptable... Et pourtant, qui n'a jamais pris le volant en « se sentant parfaitement bien mais légalement au-dessus de la limite » ?

Or, prochainement, nous aurons tous les moyens technologiques nécessaires pour que de tels dépassements de limites ne puissent tout simplement pas se produire. Il n'y aura plus d'aléas dans nos choix y compris extrêmes. La question est la liberté existe-t-elle vraiment lorsque les règles ne peuvent plus être transgressées et la réponse est évidemment non, surtout que les vrais méchants comme à chaque fois trouvent toujours la solution et qu'à l'arrivée, seuls les braves gens « lobotomisés » et soumis au marketing de masse et aux techniques de propagandes sont emmerdés.

Mais au-delà de tout cela, ne nous y trompons pas, lorsqu'un gouvernement accepte publiquement l'idée de « laver le cerveau » des masses, c'est que nous faisons face à un véritable problème de liberté et cette liberté c'est à chacune et chacun de nous de la défendre et pour cela il n'est nul besoin de prendre les armes. Refuser d'être soumis à ce marketing et à cette propagande est la première des choses à faire. Au bout de quelques mois, vous verrez à quel point le monde vous semblera différent.

Préparez-vous et restez à l'écoute.

À demain... si vous le voulez bien !!

Allemagne : coup de froid sur l'économie, Berlin appelé à réagir

Eh oui, comme je vous l'annonçais il y a déjà plus d'un an, il était illusoire de croire ou de penser que le modèle allemand, résolument tourné vers l'exportation à 60 % dans les autres pays européens, pouvait survivre à une austérité généralisée imposée par cette même Allemagne...

Les usines germaniques commencent donc logiquement à avoir du mal à tourner tandis que les Chinois qui terminent leur montée en gamme sont désormais en mesure de concurrencer directement les entreprises allemandes.

Vous assistez en direct à la fin du modèle allemand. Simplement, ils seront les derniers à mourir mais ils vont mourir quand même. Alors ne nous fatiguons pas à vouloir nous suicider comme eux. Faisons-le mais... à la française.

Dans tous les cas et comme il n'y a aucune bonne solution, accrochez vos ceintures, fermez les écoutilles, affalez les voiles et surtout préparez-vous !

Charles SANNAT

[Source ici](#)

Rythmes scolaires : je suis crevée et mes élèves aussi. Je songe à changer de métier

Hoooo j'ai ri, mais qu'est-ce que j'ai ri... Voici une camarade « professeuse » (je ne sais plus comment on doit dire avec leur sémantique absurde, ma grand-mère ayant été instit, ils étaient bons les instits d'autrefois, maintenant plus on est mauvais plus on veut des titres ronflants).

Oui j'ai beaucoup ri et je ne vais pas me faire que des copains et je pense même que je vais avoir quelques désabonnements, mais ce n'est pas grave. Si je pense que les fonctionnaires sont indispensables, il est inaudible, ma chère professeuse, dans un monde où il y a plus de 6 millions de chômeurs et 13 millions de pauvres de venir expliquer qu'en travaillant maintenant 4,5 jours par semaine (mais c'est vrai que cela vous fait vous lever 5 fois), c'est fatiguant, mais fatiguant et vous êtes fatiguée mais fatiguée... pauvre petit bichette.

Nul ne conteste qu'un job d'instit soit de tout repos, mais les vacances scolaires sont là pour vous permettre de reprendre du poil de la bête.

Vous vous demandez si vous n'allez pas changer de métier... Tout d'abord que feriez-vous ? Mais telle n'est même plus la question. Ma chère instit, si vous vous levez 5 jours par semaine et travailler en dehors des heures de classe pour préparer vos leçons et corriger quelques cahiers vous fatigue, je vous déconseille vraiment de changer de métier parce qu'ailleurs, dans le « privé », non seulement on ne gagne pas plus mais vous allez voir ce que c'est que d'être vraiment fatiguée, et inutile de vous dire que c'est sans avoir quelques mois de vacances de l'année.

Un peu de décence, car j'ai beau être social les jours pairs, ce genre de jérémiades me donne furieusement envie de privatiser l'un des plus mauvais et plus coûteux système d'éducation nationale au monde...

Charles SANNAT

[Pour rigoler avec les jérémiades de cette petite rêveuse sur la dure réalité du monde, c'est sur le *Nouvel Obs* ici](#)

[Commission Juncker : problèmes au Politburo de l'UErss](#)

Vous savez en quelle piètre estime je tiens nos mamamouchis européens qui n'ont plus qu'un comportement d'apparatchiks digne de l'ex-union soviétique. La transparence y est aussi grande que dans feu l'URSS, la démocratie y est aussi réelle que dans un goulag sibérien, le contrôle des peuples inexistant et l'Europe qui détient désormais le véritable pouvoir sur nos vies est une espèce d'énorme machin totalement opaque, soumis aux lobbys et à la corruption massive où seuls sont représentés les intérêts des élites.

Ne me parlez donc plus de ce rêve européen devenu cauchemar et qu'il faut combattre pour se réveiller.

Ne me dites pas non plus que l'Europe c'est la paix alors que désormais cette Europe-là fait la guerre pour s'étendre comme les empires de jadis.

En tout cas, le Politburo semble avoir quelques menus soucis actuellement mais rassurez-vous, il n'y a rien à craindre, ils finiront par tous se mettre d'accord pour mieux ruiner les peuples respectifs d'Europe. Une Europe devenue une dictature molle, certes, mais une dictature tout de même.

Charles SANNAT [Source ici](#)

Les défaillances d'entreprises continuent de progresser

C'est une dépêche Reuters qui nous a appris que le « nombre de défaillances d'entreprises a progressé de 1,5 % sur les douze mois à fin août en France pour s'inscrire à 63 149, selon les données provisoires publiées jeudi par la Banque de France.

Par comparaison, elles affichaient une hausse de 1,4 % à fin juillet, pour un total de 63 168”.

Alors logique de base économique niveau classe de seconde, certes en fin d'année... (en tout cas à mon époque).

Plus de faillite = moins de boulot = plus de chômeurs = plus de coûts d'indemnisation + moins de rentrées fiscales sous forme d'impôts sur les sociétés et sur le revenu = une belle et bien grosse récession....

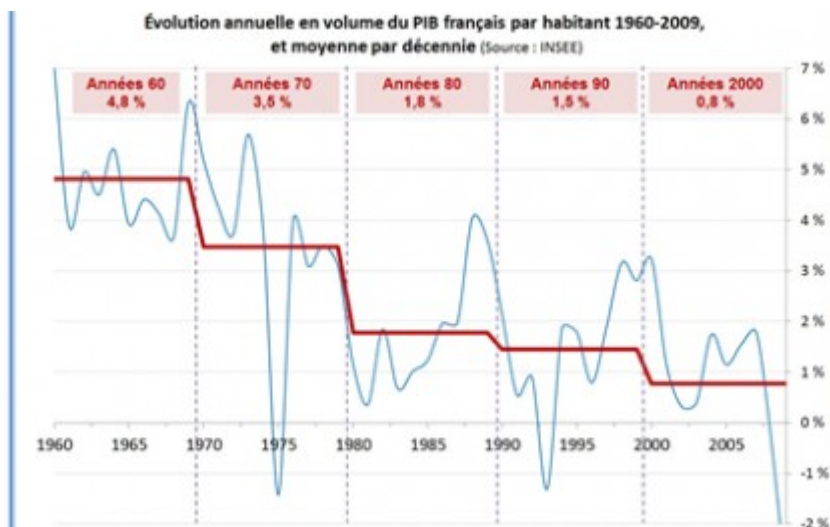
Mais c'est la reprise, hahahahahahaha !

Charles SANNAT [Source ici](#)

La croissance française de 1960 à 2006... à méditer !

Je vous conseille ce graphique de l'INSEE présenté de façon plutôt flatteuse mais peu importe. La logique est là. Lorsque je vous affirme que la croissance moyenne de chaque décennie est inférieure à la décennie précédente, ce n'est pas une vue de l'esprit. C'est une réalité sur les 40 dernières années.

Ainsi l'INSEE affiche dans ce graphique que la croissance des années 1960 à 1974 était de 5,6 % en moyenne.



La croissance de 1975 à 2006 a été de 2,3 % en moyenne.

Actuellement, nous sommes à zéro et encore c'est trompeur dans la mesure où, pour faire ces 2,3 % de croissance moyenne, nous avons dû nous endetter à hauteur de plus de 100 % de notre PIB... [Comme aux USA et au Japon.]

Vous comprendrez donc, je l'espère, enfin la gravité de la situation économique.

Charles SANNAT [Source INSEE ici](#)

Les DTS, nouvelle devise de réserve mondiale ?

10 oct 2014 | [Addison Wiggin](#) |

▪ "Le gouvernement excelle à rendre les choses plus compliquées qu'elles ne le sont, dans le but de cacher au public ce qui se passe vraiment", observait le gestionnaire de *hedge fund* Erik Townsend au cours de notre entretien en mai dernier.

Il évoquait les renflouements de 2008. La Réserve fédérale a joué un rôle majeur, injectant des milliards dans des solutions de rafistolage. Le bilan de la Fed est passé de 900 milliards de dollars en septembre 2008 à 4 400 milliards aujourd'hui, au moment où nous écrivons ces lignes.

Par chance, notre ami Jim Rickards excelle lui aussi dans l'art de démêler le monde embrouillé de la finance même lorsque le gouvernement essaie d'opacifier encore plus les choses.

"Puisque les ressources de la Réserve fédérale n'ont guère pu empêcher la crise de 2008", écrit Jim dans son récent best-seller du *New York Times*, *The Death of Money*, "on devrait s'attendre à ce qu'une crise encore plus énorme fasse couler le bilan de la Fed".

Autrement dit, la prochaine fois, imprimer 3 000 milliards de dollars supplémentaires ne sera pas politiquement faisable. "Le spectre de la crise de la dette souveraine montre qu'il est urgent de trouver de nouvelles sources de liquidité, plus importantes que celles que les banques centrales pourront fournir la prochaine fois qu'une crise de la liquidité éclatera. La logique conduit rapidement d'un monde reposant sur une banque à une seule monnaie pour la planète".

▪ **Trois lettres que vous feriez bien de retenir...**

A la tête, explique Rickards, sera le Fonds monétaire international. "La tâche

de remettre du liquide dans le monde incombera au FMI parce que le FMI restera la seule institution officielle à avoir un bilan propre. Le FMI sautera sur l'occasion avec une imposante émission de DTS (Droits de Tirage Spéciaux) et cette opération monétaire mettra bel et bien fin au rôle du dollar en tant que monnaie de réserve mondiale".

***L'objectif sera le même...
imprimer de l'argent dans le
but de continuer à faire
fonctionner un système pourri***

Ah... le DTS. En voilà un terme sibyllin. Ce mécanisme se révélera bien plus impénétrable que le méli-mélo des programmes de renflouage de la Fed en 2008. Mais l'objectif sera le même...
imprimer de l'argent dans le but de continuer

à faire fonctionner un système pourri.

Pour l'essentiel, le DTS est une sorte de super monnaie imprimée par le FMI puis mise en circulation dans les banques centrales et les gouvernements. Le FMI a émis des DTS par trois fois depuis leur création il y a plus de quarante ans. A chaque fois, cela était lié à une crise de confiance envers le dollar américain...

1969 : les Français et d'autres pays accusent les Etats-Unis d'imprimer trop de dollars. A l'époque, les étrangers pouvaient encore échanger des dollars contre de l'or et il y eut une ruée sur Fort Knox. Le FMI crée le DTS pour aplanir les mers monétaires déchaînées, émettant 9,3 milliards de DTS jusqu'en 1972.

1979 : l'inflation américaine explose, hors de contrôle, au-delà de 14%. Les pays producteurs de pétrole s'inquiètent d'un éventuel effondrement de la valeur de leurs réserves en dollars. Le FMI émet 12,1 milliards de DTS jusqu'en 1981.

2009 : en réponse à la crise de 2008, le FMI émet 182,7 milliards de DTS au cours des mois d'août et de septembre.

▪ **La réponse à tous les problèmes ?**

Un rapport de 42 pages publié par le FMI en janvier 2011 — au titre inoffensif de *Améliorer la stabilité monétaire internationale – un rôle pour le DTS ?* – expose ce que décrit Rickards.

"Un plan sur plusieurs années et en plusieurs étapes pour positionner le DTS comme la monnaie de réserve mondiale. L'étude

recommande d'augmenter l'offre en DTS pour les rendre liquides et plus attractifs aux participants potentiels du marché privé tels Goldman Sachs et Citigroup... L'étude du FMI recommande que le marché obligataire en DTS imite l'infrastructure du marché obligataire américain, avec des mécanismes de couverture, de financement, de règlement et d'approbation essentiellement semblables à ceux utilisés pour soutenir le marché obligataire aujourd'hui".

Certes, on n'utilisera pas de DTS pour acheter un litre d'essence ou une baguette.

"Les DTS ne seront peut-être jamais émis sous la forme de billets et ne seront peut-être jamais utilisés au quotidien par les citoyens dans le monde. Mais un usage aussi restreint ne change rien au fait que le DTS est une monnaie mondiale contrôlée par des élites".

En fait, il souligne ce rôle en rendant le DTS invisible aux citoyens.

"Le DTS peut être émis en abondance pour les membres du FMI et peut aussi être utilisé dans le futur pour une liste choisie des transactions les plus importantes au monde, par exemple l'équilibrage de la balance des paiements, l'établissement du prix du pétrole et les comptes financiers des plus grandes entreprises de la planète comme Exxon Mobil, Toyota et Royal Dutch Shell".

Le génie de ce plan est que les DTS créeraient de l'inflation... mais que les gens comme vous et moi ne sauraient pas que c'est de la faute des DTS.

"Toute l'inflation causée par une émission massive de DTS ne serait pas immédiatement visible par le public. L'inflation finirait par se voir en dollars, yens et euros à la pompe à essence ou au supermarché, mais les banques centrales nationales pourraient facilement nier toute responsabilité et pointer du doigt le FMI" ...

LE MARCHÉ, NOTRE SAUVEUR ?

10 octobre 2014 par François Leclerc www.pauljorion.com

En écoutant les grands décideurs de notre monde, on se demande parfois :

« mais où vont-ils chercher tout cela ? ». Le sujet du moment qui nous vaut de nous interroger à nouveau est celui de la relance par l'investissement, le dernier thème à la mode. « Nous ne suggérons pas que la zone [euro] se dirige vers une récession, mais nous disons qu'il existe de sérieux risques que cela n'arrive si rien n'est fait », a prédit en marge de l'assemblée générale du FMI Christine Lagarde, dans une de ces déclarations balancée dont elle a le secret, associant la relance à la poursuite de « réformes structurelles potentiellement douloureuses ».

Mais faut-il privilégier l'investissement privé ou public ? et accessoirement, dans quels secteurs investir ? A la seconde question, le FMI n'apporte qu'une réponse très générale – les transports et l'énergie – tandis que la Commission et la Banque européenne d'investissement (BEI) doivent remettre en décembre prochain un rapport sur le sujet, rajoutant l'économie numérique aux secteurs identifiés par le FMI.

Suscitant des divisions, la première question a occupé le devant de la scène à Washington, où ont été regroupées les réunions d'automne du FMI et de la Banque Mondiale. Le gouvernement allemand y est sous pression, en raison de ses surplus sur lesquels il est fortement louché. Ce qui a conduit Wolfgang Schäuble – le ministre des finances – à déclarer que « nous serions fous si nous mettions en danger » la confiance qu'inspire sur les marchés la discipline allemande et, ses paroles dépassant peut-être sa pensée, que la croissance ne peut pas s'obtenir « en signant des chèques ». En invoquant le ciel, alors ? Les quatre grands instituts allemands de conjoncture ont pourtant dénoncé dans l'équilibre budgétaire « un objet de prestige qui ne fait pas sens économiquement », affirmant le besoin d'investissement du pays, mais rien n'y fait. Le ministre s'en tient à sa politique privilégiant le seul investissement privé, car « il n'y a de toute façon pas grand chose à tirer » d'une hausse de la dépense publique en terme de croissance.

Inaugurant une série de grands écarts, Pierre Moscovici, le prochain Commissaire aux affaires économiques, a déclaré que « sans vouloir donner de leçons à personne, chaque pays doit être capable de définir sa propre politique économique, cela vaut pour l'Allemagne, cela vaut pour la France », « on a besoin d'investissements publics et privés, en Europe et en Allemagne aussi ». Mais comment alors financer le plan d'investissement de 300 milliards d'euros sur trois ans de Jean-Claude Juncker, qui y travaille

activement derrière le rideau ?

Devant le refus du gouvernement allemand, ce dernier a déjà dû abandonner son projet de puiser dans les fonds du Mécanisme européen de stabilité (MES) en les détournant de leur objet initial, car cela supposerait une révision des Traités. Réaffecter des crédits existant, ce tour de passe-passe éprouvé, est loin d'aboutir au montant recherché. Susciter l'investissement privé par la relance de la titrisation des crédits bancaires heurte les barrières érigées par les autorités allemandes au programme d'achat d'asset-backed securities (ABS) de la BCE. Les *euro-obligations* ont déjà été remisés au placard par Pierre Moscovici, et les *project bonds* qui en sont leur succédané – ces emprunts lancés par plusieurs pays pour financer des projets d'infrastructure internationaux – pourraient seuls offrir quelques possibilités. Que reste-t-il en magasin ? la Banque européenne d'investissement (BEI) qui ferait appel au *marché* dans laquelle résiderait finalement le salut !

Le montage envisagé prendrait la forme de l'achat de tranches d'asset-backed securities résultant de la titrisation par les banques de crédits accordés à des projets d'investissement dans les infrastructures, avec pour objectif de susciter celui des autres tranches. Mais cela impliquerait que la BEI achète les tranches *mezzanines*, les plus risquées après les tranches juniors ce qui reviendrait à lui faire prendre une part du risque. En fait de marché, cela serait des États dont la BEI est l'émanation que le salut viendrait ! A condition toutefois que ce schéma scabreux, encore au stade du ballon d'essai, ne soit pas retoqué.

On comprendra qu'il faut en contrepartie de ces largesses espérées – et intéressées – garantir *le marché* de la pureté des intentions des gouvernements, qu'ils devront démontrer en poursuivant l'austérité budgétaire, en dépit d'un marché obligataire très plan-plan et donnant des marges de manœuvre.

'Le marché allemand de l'énergie est un désastre'

par Audrey Duperron · 10 oct. 2014 Express.be

[Remplacer le pétrole? Impossible.]



Le secteur de l'énergie est un « désastre » en Allemagne, et l'un de ses deux plus grands groupes est « plus ou moins mort », a déclaré [Henri Proglio, le PDG de la compagnie électrique française EDF au Financial Times](#).

Il a estimé que l'Allemagne était un grand pays qui se portait bien, notamment dans le secteur automobile. « Mais en ce qui concerne l'énergie c'est un désastre. Les deux plus grandes sociétés, Eon et RWE, subissent une pression énorme. L'une d'elle est plus ou moins morte, et l'autre est dans une situation très difficile.

Après la catastrophe nucléaire de Fukushima au Japon en 2011, la chancelière allemande Angela Merkel a décidé d'accélérer la sortie du pays du nucléaire et la transition énergétique vers les énergies renouvelables, un mouvement surnommé « Energiewende ».

[Dans le Daily Telegraph, Ambrose Evans Pritchard avait parlé de « romantisme » à propos de cette décision](#). Il avait estimé que le choix de l'abandon du nucléaire, qui était à l'origine de la ruine du secteur énergétique en Allemagne, n'avait été fait que sur des conditions électoralistes. La chancelière, qui est à l'origine une spécialiste de l'atome, n'ignorait probablement pas que les centrales nucléaires allemandes ne risquaient pas d'être inondées comme l'avait été celle de Fukushima au moment du tsunami.

Merkel, qui n'avait sans doute pas vu arriver la révolution du gaz de schiste aux Etats-Unis, a répondu à l'angoisse de son peuple. Elle a ordonné la fermeture immédiate de 8 réacteurs nucléaires, et programmé celle des autres réacteurs du pays pour 2022. Un cinquième de la génération électrique allemande va ainsi disparaître. En contrepartie, la chancelière a lancé un programme de substitution de 50% de la production électrique allemande avec des énergies renouvelables pour 2035, et de 80% pour 2050.

Ainsi, l'Allemagne a adopté la stratégie de l'énergie la plus chère d'Europe : le pays a échangé sa dépendance à l'énergie nucléaire contre une dépendance au gaz russe. Les fournisseurs d'énergie solaire et éolienne subventionnés bénéficient d'un accès préférentiel au réseau électrique allemand, ce qui a réduit les marges des fournisseurs d'énergie provenant de sources conventionnelles.

La surfacturation de l'énergie pour payer le subventionnement des énergies renouvelables a augmenté les coûts pour les consommateurs, et poussé certaines entreprises allemandes à se plaindre de l'érosion de leur compétitivité internationale. En septembre 2013, le Daily Telegraph indiquait que la Fédération de l'Industrie Chimique allemande a déjà réclamé un gel des prix de l'énergie, pour éviter à ses membres de se faire distancer par leurs concurrents internationaux. Le tarif de l'électricité allemande est le double de celui que les firmes américaines payent, tandis que les prix du gaz naturel sont 4 fois supérieurs, ce qui a déjà provoqué des délocalisations outre-Atlantique, indiquait le journal.

En août de cette année, RWE a annoncé une chute de ses bénéfices de 62%, et indiqué qu'il envisageait la fermeture de plusieurs centrales électriques, mettant en cause l'expansion de la production d'énergie à partir de sources renouvelables, qui met ses centrales dans l'impossibilité de couvrir leurs coûts de fonctionnement. Au cours du même mois, Eon a déclaré une chute de 20% de ses bénéfices, qu'il a mise sur le compte du développement des énergies propres, accusées d'avoir provoqué une baisse du prix de l'électricité de base de l'Allemagne.

Le Financial Times n'a pas réussi à obtenir de réaction de la part des deux compagnies. Eon a refusé de commenter les déclarations de Proglia, tandis que RWE n'était pas disponible pour le commenter.

La stratégie énergétique allemande est devenue une source de friction avec la France, qui dépend largement de sa production d'énergie atomique pour son approvisionnement en électricité, et dont EDF est le fer de lance. La compagnie offre même son expertise pour la construction de centrales nucléaires dans d'autres pays européens.

Morgan Stanley prédit la mort de l'industrie automobile telle que nous la connaissons aujourd'hui

par Audrey Duperron · 09 oct. 2014 Express.be

[Tous les fabricants automobiles seront en faillite bientôt (comme en 2008) mais cette fois-ci ils ne seront pas sauvés.]



Adam Jonas, responsable de la recherche mondiale pour le secteur automobile de Morgan Stanley, s'est montré très pessimiste concernant les perspectives du secteur dans une note qu'il a publiée, intitulée : « Death of an Auto Analyst » ('Mort d'un analyste auto') :

Notre équipe en est arrivée à la conclusion qu'une poursuite de notre art en respectant les lignes traditionnelles aboutira à un déclin faute de marché, qui culminera finalement à un extinction ».

Il cite deux facteurs à l'œuvre dans ce déclin de l'automobile traditionnelle : les voitures automotrices, ainsi que la fin de la voiture personnelle, et il affirme qu'ils s'imposent bien plus rapidement qu'on ne l'avait présagé.

La voiture automotrice de Google est certainement la voiture sans conducteur la plus célèbre, mais Google n'est pas la seule société à travailler sur la voiture de l'avenir. L'année dernière, Tesla, le constructeur de voitures électriques détenu par Elon Musk (l'homme derrière comme PayPal, SpaceX), a annoncé qu'il lancerait un modèle de voiture autonome sur 90% des distances dans les trois prochaines années.

Le rapport de Jonas note également que la voiture moyenne est inutilisée pendant 23 heures et minutes chaque jour, autrement dit, qu'elle est à l'origine d'un gaspillage de ressources colossal. Il prophétise qu'à l'avenir, les sociétés de partage de véhicules telles qu'Uber, de même que les flottes de voitures que des constructeurs automobiles les plus flexibles vont monter pour prendre des parts sur ce marché de l'économie du partage, vont

contribuer à dépasser largement cette durée d'utilisation quotidienne de 52 minutes de la voiture moyenne. Et cet avenir est imminent, précise-t-il.

Le secteur de l'automobile est donc à l'aube d'une révolution, et le message est clair : s'adapter ou mourir. « Dans l'internet des choses, la voiture est la « chose » ultime. Si nous ne nous adaptons pas au changement, nous n'aurons aucun avenir en tant qu'analystes du secteur auto », écrit-il, transposant volontairement les menaces qui pèse sur le secteur automobile à celui de ses analystes, pour introduire une note d'humour à son propos, et le rendre de ce fait plus audible.

Sans préciser quand la disparition totale du volant du tableau de bord des voitures pourrait avoir lieu, Jonas explique qu'il est aussi inexorable que le remplacement de la diligence par la voiture. Il pense aussi qu'à l'avenir, nous louerons plutôt nos voitures que nous ne les posséderons, et que de plus en plus de sociétés du secteur de la High tech vont venir concurrencer les constructeurs automobiles traditionnels. « Nous ne pouvons pas débattre de la sinuosité de ce parcours, mais pour nous, la destination est claire comme le cristal », conclut-il.

[Le FMI veut que les contribuables garantissent les prêts octroyés aux entreprises](#)

par Audrey Duperron · 09 oct. 2014 [Express.be](#)

[Les contribuables ont-ils un droit de parole sur leurs propre argent?]



Le Fonds Monétaire International (FMI) a exhorté les gouvernements des pays européens à apporter leur garantie pour inciter les banques à augmenter l'octroi de prêts aux entreprises afin de stimuler la reprise économique.

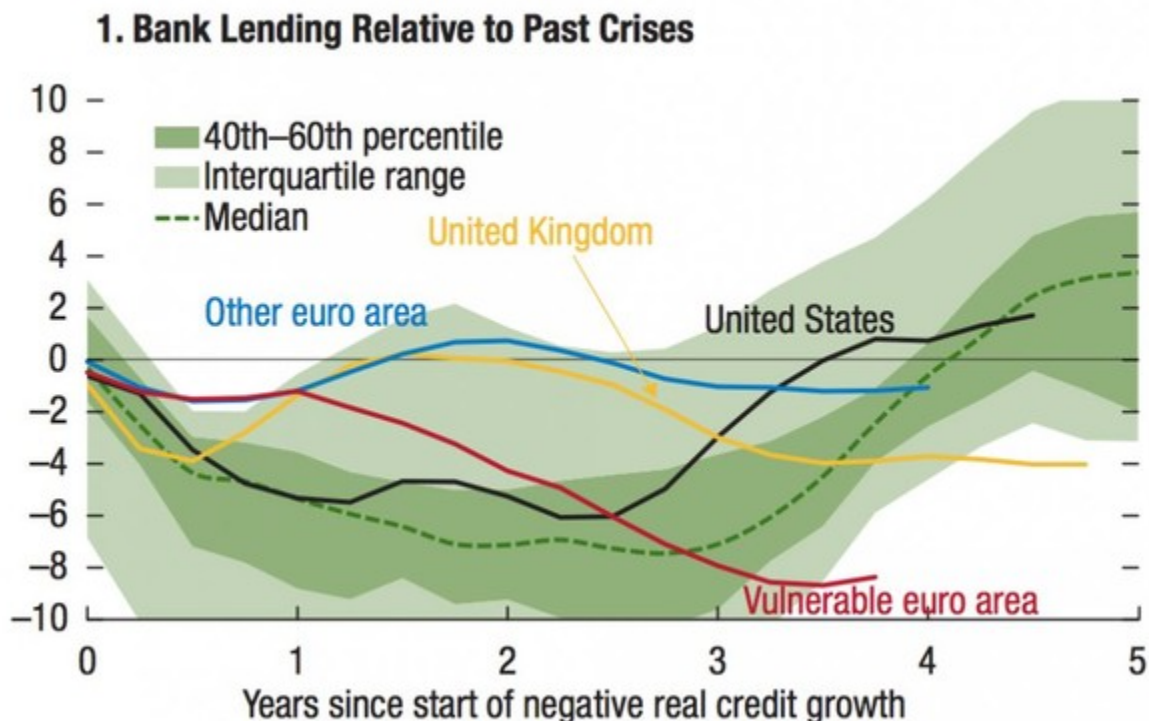
Autrement dit, il recommande que les contribuables financent des garanties pour permettre aux banques de prêter de l'argent lorsqu'elles sont dans l'incapacité de le faire, ou lorsque consentir un crédit est trop risqué.

Dans son [Rapport sur la stabilité financière mondiale](#) publié mercredi, le FMI constate que six ans après la faillite de la banque Lehman Brothers, les banques qui représentent 40% des actifs bancaires mondiaux ne sont toujours pas en position de fournir suffisamment de crédits pour soutenir une relance de l'économie. [Dans la zone euro, cela est même vrai pour les banques qui détiennent près de 70% des actifs bancaires.](#)

Ce sont surtout les PME qui manquent d'accès au crédit, car les grandes entreprises ont la possibilité de se refinancer sur le marché obligataire, et elles ont de ce fait bénéficié du tsunami de liquidités avec lequel les banques centrales ont inondé les marchés. Or, [les petites entreprises représentent 99,8% de l'économie européenne](#), et elles ont désespérément besoin de fonds pour investir et recruter des employés, et stimuler ainsi l'économie.

Selon les économistes du FMI, ce problème est particulièrement vrai dans la zone euro :

Alors qu'aux États-Unis, on constate une réelle amélioration dans le domaine des prêts consentis par les banques, « la croissance de l'offre de crédit réelle demeure en deçà de la moyenne qui a été enregistrée au cours des crises bancaires précédentes dans la zone euro et le Royaume-Uni »



Cette inquiétude est aussi ce qui a motivé la BCE à présenter un plan de rachat d'actifs du secteur privé aux banques européennes, pour fournir des liquidités à ces dernières et leur permettre ainsi d'augmenter leur offre de prêt à l'égard des entreprises. Cependant, le FMI propose qu'en plus de cela, les gouvernements cautionnent directement ou indirectement les prêts ainsi octroyés. (Page 31).

Le FMI veut que les banques prêtent de l'argent aux personnes et aux entreprises, plutôt que d'acheter des obligations et des actions, avec l'argent que les banques centrales leur distribuent.

Toutefois, cette pénurie de crédit s'observe surtout dans les pays les plus touchés par la crise de l'euro, ceux où le chômage est le plus élevé, les taux de défaillance de crédit les plus forts, et là où les gouvernements ont le plus réduit leurs dépenses. Autrement dit, dans ces pays, l'environnement économique n'est guère favorable aux prêts, ce qui explique pourquoi les banques sont réticentes à consentir des prêts.

Dans les faits, le FMI demande donc aux gouvernements européens d'émettre des garanties sur le dos du contribuable pour contourner le problème de cette réticence des banques à prêter de l'argent dans les pays les plus vulnérables. On peut s'attendre à ce que cette nouvelle proposition ne réjouisse pas particulièrement les Allemands...

Les législateurs allemands se sont toujours battus pour que l'on évite de solliciter plus avant les contribuables allemands pour la survie de l'euro. Mais cette fois-ci, le message que leur envoie le FMI est clair: « vous n'avez pas le choix ».

USA : Les grandes banques du monde face à un nouveau round de sanctions suite à la manipulation du marché des changes (NYT – WSJ , corrigé)

Blog de la résistance 09 oct



**Hé bien ça sent à nouveau le règlement de compte dans le monde de la finance anglo-saxonne, selon un rapport publié par le New York Times et le Wall street journal : Libor, Euribor, ISDAfix, prix de l'énergie, cours de l'or et maintenant le marché des changes ... : tout est manipulé !! ;
Revue de presse 2013-2014 Z@laresistance**

===

Le ministère de la Justice envisage d'enquêter et d'attaquer plusieurs des plus grandes banques du monde sur leurs crimes liés à la manipulation des marchés de changes de devises, selon un rapport publié.

« Avec des preuves qu'un certain nombre de banques étrangères et américaines se sont entendus pour modifier le cours des devises, le plus grand et le moins réglementé des marchés financiers, les procureurs visent à déposer des accusations contre au moins une banque à la fin de l'année, d'après les entretiens avec des avocats informés sur la question. En fin de compte, plusieurs banques devraient plaider coupable. »

Selon le New York Times, les procureurs fédéraux ont l'intention d'inculper des employés individuels des banques pour la manipulation des devises, en utilisant des messages instantanés à titre de preuve. Lors des dernières enquêtes concernant les titres adossés à des créances hypothécaires, la négociation avait pris fin avec des amendes de plusieurs millions de dollars étant versés par les banques elles-mêmes.

Le Times rapporte que près d'une douzaine d'institutions financières sont visées par l'enquête, y compris la Deutsche Bank, Citigroup, JP Morgan Chase, Barclays, et UBS. Des plaintes devraient être déposés, contre au

moins une banque, avant la fin de l'année, avec plusieurs d'entre elles qui ont prévu de plaider coupable.

Le Times rapporte également que les personnes accusées dans le cadre de la manipulation de la monnaie seraient probablement les traders et leurs supérieurs immédiats, par opposition aux cadres supérieurs d'entreprises.

Pendant ce temps, le Wall Street Journal rapporte que les régulateurs américains et britanniques sont en pourparlers avec la Deutsche Bank pour résoudre une enquête sur les allégations selon lesquelles l'entreprise a manipulé les taux d'intérêt de l'indice de référence interbancaire à Londres (Libor) faisant de l'argent sur les variations. Le Journal rapporte que le montant payé par la Deutsche Bank pourrait atteindre des centaines de millions de dollars.

Le ministère de la Justice a ciblé plusieurs banques pour l'étude d'actions liées à la crise financière de 2008. Plus tôt cette année, Bank of America a payé \$ 16,7 milliards pour régler des accusations selon lesquelles il induit en erreur les investisseurs en les poussant à acheter des titres adossés à des hypothèques à risque. Des enquêtes similaires ont été menées à terme avec à la clef des amendes de 13 milliards de dollars pour JP Morgan Chase en Novembre 2013, et de 7 milliards de dollars pour Citigroup au mois de Juillet dernier.

[Cliquez pour plus de The New York Times.](#)

[Cliquez pour plus de The Wall Street Journal.](#)

[Huile de schiste : et si les Etats-Unis rejoignaient l'OPEP ?](#)

[Aymeric de Villaret](#) / Conseil et Études économiques et boursières dans le domaine de l'Énergie |
Le 09/10 LesEchos.fr

[Monsieur de Villaret oublie seulement que le pétrole de schiste n'en n'a plus pour longtemps (peak de production *officiel* au plus tard dans... 2 ans). Quel spécialiste...]

Les Etats-Unis ont besoin d'un cours élevé du baril de pétrole pour assurer la rentabilité de leurs exploitations d'huile de schiste.

Guerre des prix avec les États-Unis pour contrer la montée en puissance de

l'huile de schiste ? Ne serait-il pas plus raisonnable que ceux-ci rejoignent l'OPEP et "gèrent" avec l'organisation ce changement majeur dans la production mondiale de pétrole ?

Bien sûr, les États-Unis ne peuvent rejoindre une organisation qui exporte du pétrole, dans la mesure où les États-Unis où ils ne sont pas en mesure d'en exporter et que toute entente est interdite. Mais la question mérite d'être posée ou la question devrait plutôt être : l'OPEP attend-elle que les États-Unis agissent eux-mêmes sur leur production pétrolière ?

En effet, alors que les marchés se sont habitués à ce que les membres principaux de l'OPEP (les pays du Golfe – Émirats Arabes Unis, Koweït et surtout Arabie Saoudite –) "gèrent" les hausses et les baisses des cours du baril de pétrole, la chute de plus de 20 % depuis le 19 juin 2014 sans réactions notables de ceux-ci commence à interpeller... et à faire entrer les commentateurs dans une foule d'hypothèses. Pourquoi l'OPEP ne réagit-elle pas et surtout l'Arabie Saoudite qui vient de baisser ses prix de vente pour l'Asie, signe qu'elle serait prête à accepter des prix plus bas ?

Deux hypothèses majeures sont avancées :

- 1) Pénaliser les Russes dont le budget dépend beaucoup des cours du baril et là ce serait de la part des pays du Golfe, une aide à la politique américaine.
- 2) Pénaliser les producteurs d'huile de schiste américains, dont la production progresse fortement (1 Mb/j depuis 3 ans) avec des pertes de parts de marché pour les membres de l'OPEP dans la mesure où ces derniers exporteront moins vers les États-Unis.

On constate bien que ces deux hypothèses sont complètement à l'opposé puisque d'un côté, c'est une chute qui serait "voulue" par les États-Unis et de l'autre, une dirigée "contre" les États-Unis.

Montée en puissance de la production américaine de l'huile de schiste et craintes de l'OPEP

Il est vrai que l'on regarde les réunions de l'OPEP passées, il devient de plus en plus probable que l'OPEP se doive de répondre lors de sa réunion du 27 novembre prochain par un message fort si l'organisation veut arrêter la baisse récente et surtout la tendance. Cela fait maintenant six ans que l'OPEP n'a pas coupé sa production.

Et même si l'organisation coupe, quid de 2015 ? Car en 2015, la production de pétrole américaine continuera de croître (voir graphe précédent). Dans ces cas-là, est-ce reculer pour mieux sauter que de couper en novembre 2014, en faisant bénéficier les concurrents de l'OPEP de ses efforts, avec la hausse des cours qui en découlerait ? Ne vaut-il pas mieux attendre que les prix baissent plus ?

L'huile de schiste américaine a besoin d'un cours du baril élevé

Poser ces questions amène déjà des éléments de réponse lorsque l'on sait que l'huile de schiste américaine dans certains États a des problèmes de rentabilité lorsque les prix du baril approchent les 80 \$/baril. Et lorsque l'on connaît la forte réactivité des producteurs américains à la baisse de leurs profits, on comprend d'autant mieux que l'Arabie Saoudite puisse être tentée d'envoyer un signal à ceux-ci.

Ainsi, de nombreux projets américains qui se justifient pour un baril dans la zone de 90-100 \$, le seraient moins si celui-ci menaçait d'aller vers les 80 \$, voir en dessous. Que faire de mieux dans ces conditions que de "montrer" que l'on est capable de laisser filer le baril ? L'Arabie Saoudite n'a-t-elle pas intérêt à ce que les producteurs d'huile de schiste américains souffrent et s'arrêtent même pour certains ?

Une telle menace fait réfléchir... De là à rejoindre l'OPEP, bien évidemment non, mais de là à trouver un "gentlemen's agreement" avec l'organisation, pourquoi pas ? Cela ne vaut-il pas mieux qu'une guerre des prix, qui "casserait" la dynamique de l'huile de schiste ?

La voiture électrique pas si écologique

[Benjamin Dessus](#) | Le 09/10 [LesEchos.fr](#)



La voiture électrique pas si écologique

Si Ségolène Royal encourage le développement du marché des véhicules électriques, une étude comparative dresse un bilan mitigé concernant leurs qualités environnementales.

En présentant le texte de loi sur la transition énergétique actuellement en discussion au Parlement, Ségolène Royal, ministre de l'Ecologie, a insisté sur les mesures en faveur du véhicule électrique. L'objectif affiché est quadruple : la réduction de notre dépendance pétrolière, des pollutions particulaires, des pollutions sonores et des émissions de gaz à effet de serre.

Un bilan en demi-teinte

Une étude à paraître dans le *Cahier de Global Chance* (n°36) vient semer le doute sur la pertinence de la politique proposée. L'analyse des cycles de vie réalisée récemment par l'Ademe pour un véhicule fabriqué en France et utilisé soit en France soit en Allemagne pour un parcours de 150000 km fait apparaître les éléments suivants :

- Le véhicule électrique, utilisé en ville, est beaucoup plus silencieux que les véhicules thermiques : un gain de l'ordre de 10 à 15 décibels aux vitesses de 10 à 40 km/h.
- Les véhicules électrique et diesel affichent des consommations énergétiques primaires totales (fabrication, usage et fin de vie) très voisines aussi bien en France qu'en Allemagne (respectivement 8,3 et 7,9 tep) et le véhicule essence une consommation supérieure de plus de 20%. La fabrication des batteries alourdit la consommation d'énergie de fabrication du véhicule électrique de 1,8 tep. Le véhicule électrique permet par contre une économie de combustibles fossiles de 4,5 tep sur l'ensemble de sa durée de vie, au prix d'une dépense de 4,6 tep d'uranium.
- Les émissions de gaz à effet de serre (GES) d'un véhicule électrique utilisé en France atteignent 10 tonnes d'eq CO2 et en Allemagne 21 teq CO2 : 45% des émissions d'un véhicule diesel de même catégorie en France et 92% en Allemagne, conséquence des différences de composition des parcs électriques français et allemand.
- Les émissions locales de particules fines sont supprimées par l'usage du véhicule électrique. Néanmoins, sa fabrication est responsable d'émissions deux fois plus élevées que celles liées aux véhicules thermiques. Là encore c'est la batterie qui en est responsable. De ce fait son bilan global

d'émissions de particules fines est plus mauvais que celui des véhicules essence ou diesel équipés d'un filtre à particules : 20 mg/km contre 10 mg/km pour les véhicules thermiques respectant les normes Euro 6 qui s'appliquent depuis 2014.

Même chose pour les émissions d'oxyde d'azote, beaucoup plus faibles à l'usage pour le véhicule électrique (20 mg/km contre 150 à 500 mg/km pour les véhicules thermiques), mais du même ordre que celle des véhicules thermiques pour la fabrication (100 à 120 mg/km). Si les normes Euro 6 sont effectivement respectées en 2020, les émissions totales de NOx (fabrication et usage) dans l'atmosphère seront de l'ordre de 160 mg/km pour le diesel, de 150 g/km pour l'essence et de 120 g/km pour le véhicule électrique.

Une politique très coûteuse pour des résultats marginaux

Outre le soutien qu'apporte l'Etat à la R&D sur la filière véhicule électrique, des subventions sont consenties à l'acquisition des véhicules et à l'installation des sept millions de bornes de recharge prévues : « bonus écologique » de 6300 € à 10 000 € , aides à l'installation de bornes d'un maximum de 1500 € par borne de charge basse tension jusqu'à 12000 € par borne de recharge rapide, tarif domestique ordinaire de l'électricité dont les différentes taxes ([TVA](#), CSPE, etc) ne représentent que 27% du coût total contre respectivement 55% pour l'essence et 47% pour le gazole.

On peut alors calculer le coût de la mise en service d'un véhicule électrique pour une utilisation de 150000 km : alors que celle d'un véhicule essence apporte une rentrée d'argent totale pour l'Etat de 7650 € sur 10 ans (grâce à la TICPE) et de 4000 € pour un véhicule diesel, celle d'un véhicule électrique est par contre source de dépenses significatives pour l'Etat, jusqu'à 12500 €.

La politique proposée conduit alors à des coûts d'économie d'énergie fossile pour l'Etat de 3200 à 3760 € par tep dix fois supérieurs au coût des différentes subventions accordées à la rénovation thermique poussée de l'habitat ancien. Même constat pour l'indépendance énergétique ou pour les subventions à la teq CO2 économisée qui atteignent des valeurs de 1100 à 1200 €, plus de dix fois plus élevées que la valeur de la taxe CO2 que proposent les économistes pour 2030 (100 €/tep).

L'étude montre aussi que le remplacement du parc diesel antérieur à 2011 par des véhicules diesel munis de filtres à particules ou des véhicules à essence

donne des résultats comparables à ceux du véhicule électrique en termes de réduction des particules et des NOx mais à coût bien moindre, voire nul par simple respect des normes européennes.

Reste le bruit pour lequel le véhicule électrique est effectivement irremplaçable. Mais son introduction en faible proportion dans un parc de véhicules thermiques n'aura qu'un impact mineur avec un coût élevé pour l'Etat.

L'espoir d'exportations massives quant à lui se heurte à la question des émissions de GES des parcs électriques des pays importateurs et l'argument de la rentabilisation du parc nucléaire français reste marginale puisque la consommation d'un parc de 7 millions de véhicules ne représenterait que 4% de la production nucléaire actuelle.

Ces résultats sont de nature à remettre en cause la pertinence de la politique préconisée par l'Etat pour le véhicule électrique d'autant que la massification prévue de son parc imposera un renforcement du réseau et provoquera des besoins supplémentaires d'électricité de pointe, onéreux et nocifs pour l'environnement.

Il serait à la fois beaucoup moins onéreux et bien plus efficace pour l'Etat d'engager une politique hardie en faveur du véhicule hybride qui échappe très largement aux critiques concernant le véhicule électrique puisque ses performances énergétiques et environnementales sont nettement meilleures que celles de ses équivalents purement thermiques, que son autonomie est garantie par sa réserve de carburant, qu'il permet comme le véhicule électrique d'éviter les pollutions atmosphériques et sonores locales et n'implique ni renforcement du réseau ni production d'électricité de pointe.

Benjamin Dessus